

<http://sueducation92.ouvaton.org/spip.php?article399>



Formation Syndicale : la Commune de Paris

- DOSSIERS
- Idées / analyses

Date de mise en ligne : mercredi 2 février 2011

Copyright © SUD éducation 92 - Tous droits réservés

Napoléon III avait imposé une dictature, le Second empire, depuis la révolution écrasée de 1848. La France compte en gros 35 millions d'habitants, 65% à peu près de ruraux. Il lance la France dans une guerre face à la Prusse. La France connaît défaite sur défaite, et le 2 septembre 1870, Napoléon III et 200 000 soldats français sont fait prisonnier à Sedan par la Prusse.

Cette nouvelle déclenche une insurrection contre le régime impérial à Paris le 4 septembre. La « république » est instaurée le 4 septembre et un gouvernement provisoire, dirigé par des bourgeois peu progressistes, se met en place. L'armée prussienne pénètre dans la France en direction de Paris. La bourgeoisie française a bien évidemment intérêt à organiser une réelle défense face à la Prusse car plus l'armée prussienne contrôlera de territoire, plus la France devra payer un lourd tribut. Mais le gouvernement sait que pour mener une véritable contre offensive face à la Prusse, il faut s'appuyer sur l'enthousiasme et la détermination des travailleurs à vouloir défendre la République que le régime impérial prussien peut menacer ; mobilisation ouvrière que la bourgeoisie craint encore plus qu'une défaite face à la Prusse.

Toute la population espère que le gouvernement sera l'artisan de la défense nationale. Celui-ci entretient cette illusion, mais il décide, sans le dire, de ne pas mener la guerre. Pour répondre à la passivité du gouvernement, la population parisienne cherche à s'organiser pour contrer les armées prussiennes qui risquent d'abattre la jeune République. C'est l'organisation de la garde nationale qui va caractériser le plus la volonté des travailleurs de défendre Paris par leur propre mobilisation. Les gardes nationaux étaient des supplétifs aux forces de l'ordre. Au nombre de 300 000 en 1870, volontaires, ces habitants gardaient leur métier, leur logement, et recevaient un uniforme. Ils devaient obéir aux ordres des officiers nommés par le gouvernement. Sorte de milice, la garde nationale fut par exemple utilisée par le gouvernement pour écraser la classe ouvrière en juin 48.

19 septembre : les troupes prussiennes encerclent Paris. C'est le début du siège de Paris. De septembre 1870 à janvier 1871, le gouvernement perd petite à petit tout son crédit à Paris. La paralysie de l'économie crée une misère croissante. La société se retrouve coupée en deux : il y avait la minorité qui peut tout se payer et qui ne manque de rien, et il y a la grande majorité qui manque cruellement de tout. Pendant que les bourgeois achète à des prix exorbitants de la viande exotique qui provenaient du zoo : gazelles, zèbres, et même de l'éléphant ; dans les quartiers populaires on mange essentiellement des rats qui se vendent aux Halles et du pain fait souvent avec de la paille.

Sur le plan militaire, l'armée organise des escarmouches avec les armées prussiennes qui ont pour objectif de faire des saignées dans la garde nationale afin de la démoraliser.

Tous les sacrifices effectués par la population semblent l'être pour rien pour la population. Le 22 janvier une manifestation importante hostile au gouvernement est dispersée après une fusillade qui fit 15 morts. La répression ne freine pas pour autant la montée de la radicalisation ouvrière.

Le gouvernement a conscience du danger que représente cette radicalisation ouvrière à Paris. Pour s'y opposer il lui faut avoir les mains libres et il signe l'armistice avec la Prusse le 28 janvier. Dans la foulée de l'armistice, des élections législatives sont organisées sur l'ensemble de la France. L'armistice provoque une vive réaction de la population parisienne qui se sent trahi et les résultats aux élections législatives indiquent une montée de l'opposition au gouvernement à Paris. La majorité des électeurs parisiens votent pour des politiciens républicains opposés au gouvernement. Les révolutionnaires obtiennent à Paris des résultats significatifs : Varlin, qui avait fait 47 voix en 1869, obtient en février 71 26% sur le même arrondissement. La plupart des militants de l'Internationale font entre 10 et 15% des voix, et certains ne sont pas élus uniquement suite aux fraudes électorales organisée par le gouvernement. Blanqui qui avait reçu 424 voix en 1864 en obtient 52 000, et n'est pas élu de justesse. Par contre, en province, ce sont des royalistes et des réactionnaires qui sont majoritaires.

Si c'est la lutte contre les Prussiens qui est à l'origine de la radicalisation populaire et de son hostilité au gouvernement à Paris, ce patriotisme se mélange de plus en plus à un patriotisme politique : se défendre des prussien signifie défendre la république face au régime impérial prussien qui représente alors le pire régime européen.

Les révolutionnaires des différents pays se rangent aux côtés des républicains Parisiens, en premier les militants révolutionnaires d'origines allemandes comme Marx. Un club ouvrier Parisien présente par exemple W. Liebnicht, porte parole du mouvement socialiste allemand comme candidat aux élections législatives de février 1871.

Thiers, homme politique réactionnaire, est élu chef du nouveau gouvernement. Il ratifie la paix avec la Prusse et autorise l'armée prussienne à pénétrer dans Paris fin février 1871. Cette intrusion de l'armée prussienne apparaît intolérable aux travailleurs Parisiens, d'autant plus que la zone d'occupation offerte à la Prusse par Thiers contient la place Wagram où sont entreposés la totalité des canons de la garde nationale, canons achetés par souscription par les gardes nationaux eux-mêmes. Thiers espère que l'entrée des troupes prussiennes va provoquer un affrontement entre l'armée prussienne et la garde nationale.

Pour organiser la défense de Paris face aux troupes prussiennes, la garde nationale décide alors de se doter d'une direction autonome, indépendante du gouvernement : direction qui prit le nom de « comité central de la garde nationale ». Les élus de ce comité central sont majoritairement des ouvriers, et il est décidé que les élus seraient révocables à chaque instant. Sous la direction du comité central de la garde nationale la population déménage ses canons la veille de l'entrée des troupes prussienne, et les positionne en haut des buttes des quartiers ouvriers : Montmartre, Belleville et la Villette.

Lorsque l'armée prussienne rentre dans Paris, toute la ville est « ville morte », les statues couvertes de draps noirs, les rues désertes. La ferme résolution et l'organisation de la population parisienne font décider Bismarck de retirer ses troupes et de rester cantonner à la périphérie de Paris.

Le comité central de la garde nationale gagne ainsi un prestige énorme et il apparaît clairement comme un véritable contre pouvoir au gouvernement, ayant un poids considérable sur la population.

Le 3 mars, le général en chef de la garde nationale désigné par le gouvernement convoque l'ensemble des bataillons pour une revue de troupe, seuls 30 bataillons sur les 260 bataillons de Paris obéissent. Le gouvernement de Thiers a conscience que la situation lui échappe de plus en plus à Paris. Le gouvernement est convaincu que pour retrouver le contrôle de Paris il lui faut affronter la garde nationale. Thiers décide de la désarmer en partie en lui prenant ses 400 canons.

Le 18 mars au matin, Thiers envoie des soldats prendre ces canons positionnés en haut des buttes des quartiers populaires. Cette action est si mal menée que les chevaux prévus pour tirer les canons ne sont pas là. Les habitants réveillés, essentiellement des femmes, entourent les soldats. Le général Lecomte donne l'ordre de tirer sur la foule. Les soldats refusent, fraternisent avec la population et arrêtent ce général. Le général Lecomte et un autre général, le général Thomas qui avaient participé à la répression de juin 48, sont exécutés par leurs propres soldats.

Thiers lance immédiatement un appel à l'ensemble de la garde nationale parisienne, espérant que seule une minorité osera défier militairement le gouvernement. Sur 300 000 gardes nationaux, seuls 500 se montrent fidèles à Thiers. L'échec de la prise des canons, la détermination de la population, la mutinerie des soldats et l'opposition consciente de la garde nationale font comprendre à Thiers qu'il se retrouve face à une véritable insurrection qu'il a lui-même provoqué.

Il décide de s'enfuir à Versailles.

Thiers ordonne à l'ensemble du gouvernement et de la fonction publique de quitter Paris et d'aller se réfugier à Versailles. Les ministres ordonnent à leurs employés de les rejoindre sous peine de révocation. Toutes les directions des services des impôts, de la voirie, de l'éclairage public, de l'approvisionnement, l'assistance publique, le

télégraphe, les service des cimetières, etc. Tous les service publics se retrouvent vidés de leur organisation. Le gouvernement veut par ce départ isoler Paris et rendre l'organisation de la vie impossible à Paris.

C'est le gouvernement bourgeois qui a déclenché les hostilités le 18 mars , et il a réagit très rapidement à son échec. Par contre, la quasi totalité des militants révolutionnaires et le comités central de la garde nationale sont surpris, et par la tentative de prendre les canons, et par la fuite du gouvernement après son échec.

C'est le comité central de la garde nationale qui fait, malgré lui, figure de gouvernement provisoire parisien au soir du 18 mars. Les responsables du Comité Central de la Garde Nationale ne comprennent pas immédiatement que pour la bourgeoisie, c'est une lutte à mort qui vient de commencer. Le Comité Central de la Garde Nationale espère se faire accepter du gouvernement de Thiers en gardant une forme légale à ses différentes décisions. Ils décident d'appeler à des élections municipales pour élire un nouveau pouvoir à Paris qui serait à leurs yeux plus légitime que le leur. Des comités insurrectionnels des différents arrondissements, qui se sont mis en place à partir du 18 mars, organisent des commissions pour réorganiser tous les services désorganisés par le départ des responsables des différentes administrations.

Les élections municipales ont lieu le 26 mars. Les militants révolutionnaires qui avaient réalisés un mois avant entre 10% et 15% des voix, sont largement élus, devançant les républicains modérés. Il y eut une majorité d'ouvriers, employés et artisans. Au delà de sa composition sociale, ce qui marque ce gouvernement communal est sa coloration politique. Pour la plupart les élus sont des militants connus, dont un certain nombre socialistes. Il y avait 9 blanquistes, 34 membres de l'AIT. Beaucoup des républicains élus ont côtoyé les mêmes prisons que les révolutionnaires et ont leur estime.

Ces élus prennent fonction le 28 mars et deviennent officiellement le nouveau gouvernement de Paris, en remplacement du Comité Central de la Garde Nationale qui laisse sa place. Le drapeau rouge flotte sur l'hôtel de ville, des dizaines de milliers de personnes fêtent durant 3 jours l'avènement de ce que l'on appelle « la Commune de Paris », c'est à dire la gestion directe et démocratique de Paris par les travailleurs eux même.

Le nouveau gouvernement communal organise dix commissions chargées de gérer les différents aspects de la vie Parisienne : l'armée bien évidemment, mais aussi la justice, les finances, l'enseignement, les subsistances, le travail etc. Une commission exécutive dirige l'ensemble des commissions.

La direction de la Commune refuse de marcher sur Versailles où était réfugié Thiers, croyant que ce dernier laisserait les communard gérer Paris. Les Communards refusent de prendre le contrôle de la banque de France, ne lui demandant que des prêts d'argent. Bref, les dirigeants de la Commune restent en partie prisonnier d'illusion légaliste alors que la bourgeoisie, à travers Thiers et Bismark, se prépare à la répression.

L'organisation du pouvoir au sein de La Commune va rester en mémoire. La Commune voit surgir pour la première fois un véritable pouvoir prolétarien. Pas seulement parce que les élus de La Commune sont en majorité des travailleurs liés à des organisations socialistes, mais parce que les travailleurs mettent en place pour la première fois leur propres organes de décisions, démocratiques par en bas.

Si le nouveau pouvoir, le gouvernement communal élus, a le soutien de l'ensemble des travailleurs parisiens, ce sont tout autant les différents comités d'arrondissements, les clubs de quartiers et les bataillons de la garde nationale qui deviennent le véritable pouvoir. Créés ou investis par la population, ces cadres de pouvoir par quartier s'imposent pour prendre en charge la gestion quotidienne des différents quartiers parisiens.

Les comités d'arrondissements, où les responsables sont élus et révocables, font appliquer les mesures prises par les responsables de La Commune.

Les bataillons de la garde nationale qui intègrent en leurs sein la quasi totalité des hommes des quartiers populaires représentent le prolétariat armé. Plus d'armée ou de police séparée de la population, mais la seule force armée fut la population parisienne elle même au travers de la garde nationale.

Les clubs ouvriers, installés parfois dans des églises, organisent des réunions tous les soirs où l'on vient s'informer des nouvelles, écouter des conférences, discuter des décisions prises, imposer de nouvelles mesures. Ce sont, au

côté des comités d'arrondissement, les bases d'une large démocratie directe.

L'intervention des femmes symbolise à elle toute seule ce qu'est ce nouveau pouvoir. Des comités de femmes, comme le « comité de vigilance des citoyennes de Montmartre » se créent sous l'impulsion de militantes socialistes. L'union des femmes se constitue sur le modèle de la garde nationale, en fédération de quartier et d'arrondissement, avec un comité central de 20 membres. Elles réclament et obtiennent des salles dans les différentes mairies d'arrondissement pour pouvoir se réunir. Une commission spéciale est constituée pour organiser l'enseignement des filles. Elles participeront nombreuses aux combats lors de la semaine sanglante, comme infirmières, mais aussi souvent comme combattantes.

Les journaux révolutionnaires favorisent la confrontation des idées. Les articles et les lettres des lecteurs, les comptes rendus des différents clubs, montrent une claire conscience par l'ensemble des travailleurs du combat social engagé et de la nécessité pour les travailleurs de s'émanciper de la bourgeoisie et de s'organiser indépendamment d'elle.

Les mesures que prit la Commune concernent tous les domaines de la vie, elles restent souvent sous forme de projets faute de moyen pour les faire appliquer.

Les communards prennent quelques mesures symboliques. La colonne Vendôme, qui représente les guerres napoléoniennes, est renversée. De même, on brûle la guillotine dans les premiers jours, espérant instaurer une société débarrassée des mœurs barbares du régime bourgeois.

Sur le terrain social, la Commune ébauche des mesures radicales. Le mont de piété, où les pauvres venaient mettre en gage leurs quelques biens comme matelas, habits, ... à un taux usuraire très important, est fermé et on restitue aux propriétaires leur affaires. Les amendes et retenus sur salaires sont interdits. Sous l'impulsion du responsable de la commission du travail, Frankel, ouvrier prussien, les entreprises désertées par leur propriétaire sont municipalisées. Si La Commune n'exproprie pas directement les industriels, elle favorise les coopératives ouvrières.

Les mesures sociales en faveur des travailleurs sont souvent imposées par les travailleurs eux même. Ce sont les couturières qui alertent les dirigeants de la Commune et imposent la revalorisation de leurs contrats contre les gros patrons de la confection. Ce sont les ouvriers boulangers qui exigent que le travail de nuit dans leur corporation soit interdit. De même, des comités d'arrondissement se mettent en place pour réquisitionner les logements bourgeois vacants et loger les dizaines de milliers de pauvres sans logement fixes.

La gestion du ravitaillement repose sur les boucheries municipales d'arrondissement. Sous la Commune, Paris fut peut être la seule ville qui connut une famine et un siège sans que se généralise le marché noir. En municipalisant les boucheries, en organisant des cantines populaires où tout à chacun peut venir se ravitailler pour rien, La Commune réussit à assurer à chaque travailleur un ravitaillement minimum.

Sur le terrain des idées, les choses changent radicalement. Les sentiments anti religieux sont virulents. La Commune décrète la séparation de l'église et de l'état. Les églises sont souvent réquisitionnées, les croyances religieuses combattues. Le curé du quartier populaire de St Ambroise se plaignait « la population laborieuse est en train de devenir athée ». Les mariages qui n'étaient que religieux sous Napoléon III devinrent civils.

Sur le terrain du nationalisme, les choses évoluent aussi. La Commune est le fruit de la défense de Paris contre les armées prussiennes. Dès le 4 septembre, le patriotisme des Parisiens se mélange avec une aspiration à la défense de la république. La conscience politique des travailleurs parisiens évolue entre septembre 1870 et mars 1871. Le sentiment de classe s'impose au sentiment patriote. Indépendamment des nationalités, la majorité des militants voient dans la Commune l'expression vivante du combat politique qu'ils mènent depuis des années. Ce n'est plus seulement la défense de la république que les travailleurs voient dans la Commune, mais la défense du camp du prolétariat face à la bourgeoisie. Un certain nombre de militants étrangers réfugiés à Paris participent activement à la Commune : Frankel qui est élu au conseil communal et délégué au travail était d'origine allemande, tout comme Theisz, ouvrier bronzier lui aussi élu au conseil communal. Jaroslaw Dombrowski et Walery Wroblewski, qui sont officiers polonais, sont parmi les responsables de la défense militaire de La Commune. Bien des travailleurs de différents pays, et en premier les militants, expriment leur soutien à la Commune. Bebel et Liebknecht, dirigeant d'un parti socialiste allemand, sont mis en prison en Allemagne pour avoir témoigné leur solidarité avec la Commune au parlement prussien.

Les transformations dans la tête des travailleurs ne concernent pas que leur conscience politique. Un comité d'artiste dirigé par le peintre Courbet a pour objectif de créer des écoles d'art pour le peuple et non plus seulement pour les fils de la bourgeoisie. Les musées ouverts et gratuits sont envahis par une foule de travailleurs. Les théâtres et opéras sont souvent autogérés par les artistes eux-mêmes. Au travers de la Commune, les travailleurs parisiens, souvent illettrés et incultes, montrent leur capacité à organiser la société d'une manière bien plus efficace et harmonieuse que ne le faisait la bourgeoisie.

Fondamentalement, malgré les cafouillages et les limites qu'imposent le siège de Paris, la Commune représente l'amorce d'une société nouvelle basée sur l'intervention active et consciente des travailleurs dans tous les domaines de la vie sociale.

Cette nouvelle organisation de Paris se fait en dehors du régime économique bourgeois. Les travailleurs imposent par leurs différents comités une gestion tournée vers les intérêts de la collectivité, et non plus en faveur d'une petite minorité de parasites. Les responsables de tous les comités sont élus et révocables à chaque instant. Les fonctionnaires de La Commune, même les dirigeants, reçoivent un salaire qui ne dépasse pas celui d'un ouvrier qualifié. La force armée est l'ensemble de la population en arme.

Les bourgeois, imbus de leur diplôme et de leur supériorité sociale, ne supportent pas cette démonstration cinglante de la capacité du petit peuple parisien à réussir à s'auto-organiser. De plus, l'enthousiasme de la Commune devient contagieuse dans d'autres villes. Des travailleurs de Rouen déclarent adhérer à La Commune, aux Havre des ouvriers constituent un groupe favorable à la Commune. A Grenoble, une manifestation de 600 personnes s'oppose à l'envoi de munitions contre La Commune. A Nîmes, une manifestation a lieu derrière une banderole soulignant sa solidarité avec Paris. Les résultats des élections municipales du 30 avril 1871 en France donnent dans les grandes villes des majorités républicaines, et sont bien souvent accueillis par des manifestations favorables à la Commune.

Pour l'ensemble des privilégiés, il faut en finir au plus vite avec la Commune qui illustre trop clairement la validité des thèses socialistes. La bourgeoisie a une conscience de classe assez aiguisée. Bismarck comme Thiers ont conscience de la nécessité d'écraser la Commune qui peut devenir un exemple pour l'ensemble des prolétaires du monde entier. Déjà les responsables des parti socialistes allemands se sont affirmés solidaires de leurs camarades parisiens. Bismarck transgresse donc le traité de paix signé 2 mois plus tôt et permet à Thiers de récupérer 130 000 soldats prisonniers.

A partir de mi-mai, Thiers fait avancer ses troupes avec comme consignes de ne pas faire de prisonniers. La bataille entre Versaillais et Communard fait rage dans les quartiers ouvriers durant plusieurs jours. Avançant pas à pas, la répression organisée par Thiers est terrible et garde le nom de « semaine sanglante ».

On fusille les médecins qui acceptent de soigner des communards, même ceux hostiles à la Commune. Le simple fait d'être resté à Paris lors de La Commune est reconnu par certains responsables militaires comme un crime. Toute femme mal vêtue ou qui porte une boîte de lait ou une bouteille est fusillée car accusée d'être une incendiaire. La moindre tâche noire sur les mains est volontairement assimilée à de la poudre et vous condamne à mort, de même pour la moindre rougeur aux épaules qui est assimilé au port d'un fusil. Galiffet, général en chef des troupes versaillaises, fait fusiller 110 parisiens qui ont les cheveux gris en leur disant, je le cite « vous, vous avez connu juin 1848, vous êtes plus coupable que les autres ». Bien des années après, il affirmera ne regretter qu'une seule chose dans sa vie, c'était de ne pas avoir tué plus de communards.

Si on arrête les condamnations à mort c'est uniquement pour des raisons sanitaires, par crainte des épidémies. Les communards qui ne sont pas tués furent condamnés à de lourde peine de déportation, généralement en Nouvelle Calédonie. La répression fait au total 30 000 morts, plusieurs dizaines de milliers de blessés et de déportés.

Louise Michel, une des responsables du comité des femmes, est jugée. Voici sa déposition « je ne veux pas me défendre, je ne veux pas être défendue. J'appartiens toute entière à la révolution sociale et je déclare accepter la responsabilité de tous mes actes... » et elle affirma être solidaire de ceux qui fusillèrent les deux généraux le 18 mars « puisqu'il semble que tout cœur qui bat pour la liberté n'a droit qu'à un peu de plomb, j'en réclame ma part ! Si vous

me laissez vivre, je ne cesserai de crier vengeance... si vous n'êtes pas des lâches, tuez-moi ». Elle fut en définitive condamnée à la déportation.

La Commune est écrasée, ses militants tués, arrêtés ou en exils. Pourtant la Commune resta vivante dans le cœur des prolétaires pendant très longtemps. La population a organisé la vie sociale de Paris durant 70 jours. Cette organisation, la population l'a fait consciemment. Pour bien des prolétaires, la Commune est la preuve que les opprimés peuvent prendre le pouvoir collectivement, démocratiquement, et de façon efficace. La Commune représentait la première démonstration vivante du socialisme.

Vive la Commune !